



Ressources : Eau et déchets

Cadre d'analyse développement durable



Auteure : Sarah Maillard

Secteurs : Distribution d'eau, traitement des eaux usées, traitement des déchets, producteurs d'équipements de traitement des déchets et eaux.

Ecrit : Août 2018

Le secteur Eau & Déchets est central pour le développement d'une gestion durable des ressources naturelles, tant au niveau environnemental que social. Sur le volet environnemental : comment assurer une exploitation durable de l'eau et des autres ressources naturelles afin d'assurer la pérennité des écosystèmes ? Comment s'adapter aux conséquences du changement climatique sur la ressource en eau, parmi lesquelles sécheresses et inondations accrues ? Sur le plan social, avec une personne sur neuf sans accès à une eau propre, comment faire face à des défis de développement humain évidents ? Au-delà du sujet critique de l'accès à l'eau propre, il s'agit par ailleurs de mettre en place une gestion appropriée de l'eau, afin d'en préserver la disponibilité, en particulier dans les zones sujettes aux sécheresses malgré les aléas climatiques, et de limiter les dégâts subis par les habitants des zones inondables. En ce qui concerne les déchets et leur croissance, en particulier sur certaines catégories telles que le plastique et les déchets d'équipements électroniques, les possibilités de valorisation sont globalement peu exploitées : l'économie circulaire reste largement à développer, avec en conséquence un gisement d'opportunités pour le secteur privé.

Enjeux majeurs de développement durable pour le secteur

		Impacts environnementaux			Impacts sociaux			Impact financier
		Stabilité climatique	Ecosystèmes sains	Sécurité des ressources	Besoins fondamentaux	Bien-être	Travail décent	Matérialité financière
Opportunités	Accès à l'eau et aux services sanitaires	9 13	14 15	12	3 6	10 11		
	Economie circulaire	9 13	15	12				
	Technologies innovantes	9 13	15	12				
Risques	Gestion du stress hydrique	13	14 15	12				
	Gestion des impacts environnementaux	13	14	12				
	Performance des réseaux	9 13		12				
	Santé et sécurité des travailleurs et sous-traitants					3	8	
	Ressources humaines					5	8 10	
	Ethique des affaires	La gouvernance a un impact potentiel sur tous les enjeux durables et financiers						
	Gouvernance du développement durable	La gouvernance a un impact potentiel sur tous les enjeux durables et financiers						

■ Elevé ■ Modéré □ Faible

1 Objectif de Développement Durable correspondant à l'opportunité ou au risque (détaillés en annexe)



Table des matières

Eau et déchets : au cœur des Objectifs de Développement Durable	4
Opportunités de développement durable	6
Accès à l'eau et aux services sanitaires	6
Economie circulaire	7
Technologies innovantes	8
Exposition aux opportunités	9
Risques environnementaux et sociaux	10
Gestion du stress hydrique	10
Gestion des impacts environnementaux	12
Performance des réseaux	12
Santé et sécurité des travailleurs et sous-traitants	13
Ressources humaines	14
Ethique des affaires	15
Gouvernance du développement durable	15
Evaluation des risques	16
Distribution des opinions	17
Conclusion	18
Objectifs de développement durable	19
Sources	20

Eau et déchets : au cœur des Objectifs de Développement Durable

Les acteurs du secteur développent des solutions de gestion des ressources en eau, de distribution d'eau, de gestion des eaux usées et des déchets.

Ces sujets représentent des enjeux de développement durable pour tous les pays, et sont explicitement inscrits parmi les Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par l'ONU en 2015. L'Objectif 6 est dédié à l'accès à l'eau, et l'Objectif 12 est en partie lié à la transition vers une économie circulaire :



Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau



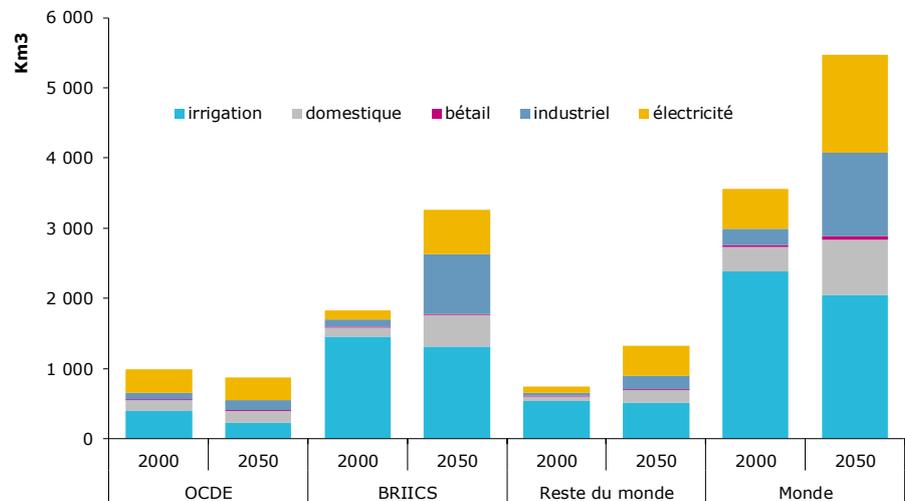
Établir des modes de consommation et de production durables

S'agissant de l'eau, tout d'abord : assurer un accès à une eau propre pour tous et sécuriser l'accès à cette ressource dans un contexte de stress hydrique grandissant représente un défi majeur.

Sans investissement, les équipements et réseaux existants de distribution et traitement de l'eau se dégraderont, entraînant davantage de pertes et de problèmes de qualité de l'eau : d'un côté, le parc prenant de l'âge, les opérations de maintenance et de renouvellement sont nécessaires pour lutter contre la vétusté et ses effets, parmi lesquels des fuites importantes en eau. D'un autre côté, les évolutions des modes de vie et des consommations influencent la nature et la concentration des polluants de l'eau, au point que les technologies actuelles de traitement risquent de devenir insuffisantes pour filtrer les nouvelles substances polluantes (concentration exacerbée de l'eau domestique en résidus chimiques et médicamenteux, de l'eau agricole en nutriments et biocides chimiques, etc.).

Parallèlement, la croissance démographique et le développement économique engendrent une augmentation forte de la demande en eau, tandis que le changement climatique accentue la problématique de la disponibilité de la ressource. Cette tendance devrait encore s'aggraver dans les décennies à venir, faisant du stress hydrique un défi toujours plus difficile à relever.

Figure 1: Demande globale en eau



Source : OECD Environmental Outlook to 2050: The Consequences of Inaction

Concernant les déchets d'autre part : les services sanitaires tels que la collecte et le traitement des déchets sont des services environnementaux fondamentaux dont le besoin est universel, mais qui font encore défaut dans certaines régions. Ces services sont par ailleurs confrontés à deux défis : l'augmentation des déchets produits et le développement des déchets complexes (toxiques ou électroniques en particulier).

Le sujet des déchets ne se limite pas pour autant à leur gestion. Le développement d'une économie circulaire, permettant de revaloriser les déchets en biens utiles (recyclage, valorisation énergétique) et ainsi de réduire les prélèvements de ressources naturelles, est nécessaire pour faire face à l'enjeu de disponibilité des ressources.

Par conséquent, tous les acteurs des secteurs eau et déchets sont positionnés sur des thèmes environnementaux essentiels, et tous ont l'opportunité de contribuer aux Objectifs de Développement Durable. Néanmoins, certaines activités spécifiques peuvent être identifiées comme porteuses d'impact particulièrement fort, et donc d'opportunités plus importantes : les activités dans les pays en développement, les activités permettant le développement d'une économie circulaire et les technologies innovantes permettant d'améliorer fortement l'état des pratiques. Ces activités seront donc davantage favorisées dans le cadre d'une démarche d'investissement à impact.

Opportunités de développement durable



Accès à l'eau et aux services sanitaires

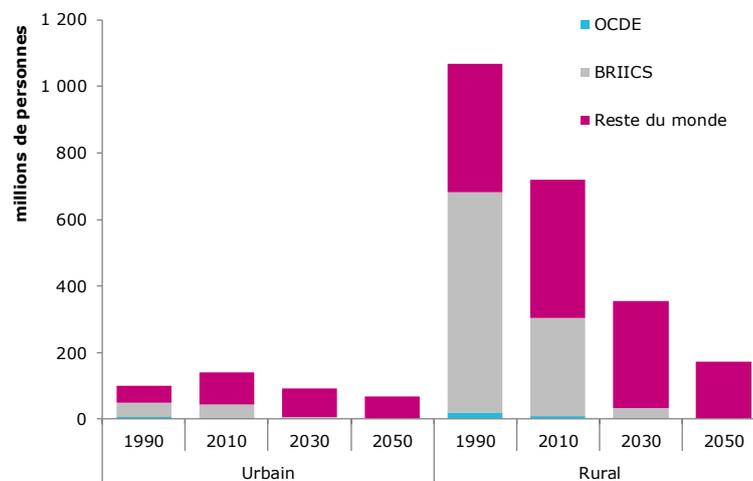
844 millions

de personnes n'ont toujours pas d'accès à l'eau propre, parmi lesquelles plus d'un tiers vivent en Afrique sub-saharienne.

(WHO, UNICEF, 2017)

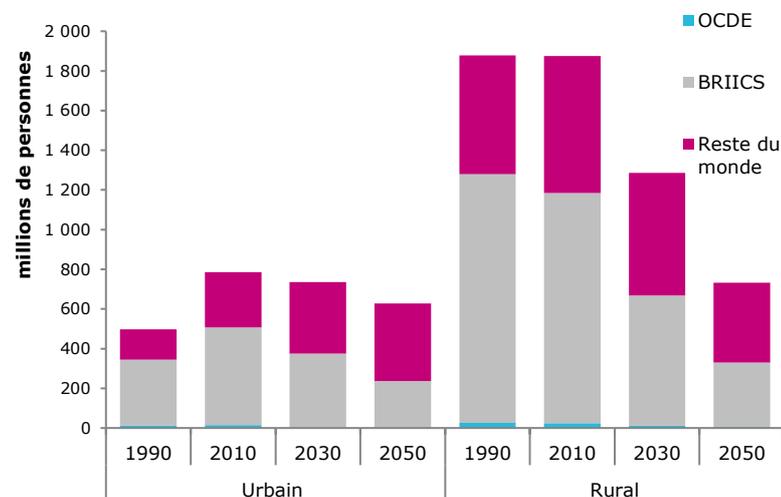
Si dans les pays développés l'accès à l'eau et aux services sanitaires de base est historiquement en place. Cette problématique reste en revanche d'actualité dans de nombreux pays émergents. Malgré un progrès considérable sur ce sujet, avec 1,8 milliard de personnes supplémentaires ayant obtenu l'accès à une eau propre entre 1990 et 2008, 844 millions de personnes n'y ont aujourd'hui toujours pas accès, parmi lesquelles 37% vivent en Afrique sub-saharienne (WHO, UNICEF, 2017).

Figure 2: Population sans accès à une source d'eau propre



Source : OECD Environmental Outlook to 2050: The Consequences of Inaction

En Afrique sub-saharienne également, moins d'une personne sur trois dispose d'un accès à des sanitaires. Au global, 2,3 milliards de personnes dans le monde manquent d'installations sanitaires de base (WHO, UNICEF, 2017).



Source : OECD Environmental Outlook to 2050: The Consequences of Inaction

Or, on estime que, dans les pays en développement, jusqu'à 80% des maladies sont liées à des manques de conditions sanitaires et d'accès à une eau propre (UN Water, 2013). L'atteinte des objectifs de développement durable à horizon 2030 nécessite donc de multiplier les initiatives de projets de développement dans ces zones où les structures sanitaires font encore défaut.

Les entreprises particulièrement présentes dans les pays en développement sont celles dont l'impact sur le développement humain a le plus fort potentiel. Elles seront donc favorisées dans l'optique d'une stratégie d'investissement responsable à impact.

Indicateurs clés

- ▶ Part du chiffre d'affaire généré dans des pays où l'accès à l'eau et aux services sanitaires n'est pas assuré
- ▶ Budget des actions visant à développer l'accès à l'eau et aux services sanitaires dans les pays en développement

E Economie circulaire

4,3 milliards

de personnes vivront en zone urbaine en 2025 et génèreront 1.42 kg de déchets solides par jour.

(The World Bank, 2012)

La gestion des déchets est un service essentiel, mais elle regroupe des pratiques très variées. De la mise en décharge au recyclage des matériaux, les solutions ne présentent pas toutes le même niveau d'intérêt environnemental. Les solutions de gestion des déchets les plus favorables environnementalement sont, par ordre décroissant : la valorisation matière (c'est-à-dire réutilisation ou recyclage), la valorisation énergétique (incinération avec récupération d'énergie), la mise en décharge avec génération et récupération de biogaz, et enfin la mise en décharge sans valorisation.

En Europe, d'après l'Agence européenne pour l'environnement, chaque européen génère en moyenne 3,5 tonnes de déchets par an (Eurostat, 2015). Près des deux tiers de ces déchets sont envoyés en décharge ou incinérés.

Les objectifs fixés dans la directive-cadre européenne sont ambitieux et orientent clairement le secteur vers l'économie circulaire : d'ici à 2020, la moitié des déchets ménagers devront être recyclés dans les Etats membres. Cet objectif monte à 70 % pour les déchets des activités de construction et de démolition.

Dans le secteur du traitement des déchets, au vu de l'augmentation des volumes de déchets à traiter et de la prise en compte croissante des enjeux d'épuisement des ressources, les sociétés positionnées sur les solutions les plus favorables en termes de préservation des ressources, c'est-à-dire la réutilisation et le recyclage, seront considérées comme apporteurs de solutions et favorablement exposées aux

Indicateurs clés d'analyse

- ▶ Part du chiffre d'affaires sur des activités de recyclage
- ▶ Part des déchets traités par recyclage

opportunités de marché associées à la transition vers une économie circulaire.

E Technologies innovantes

Le secteur fait face à l'émergence de problématiques nécessitant des solutions technologiques avancées : nouveaux types de pollution de l'eau (tels que les micropolluants de l'eau potable, issus des cosmétiques, médicaments, etc.), développement des déchets complexes (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques, dits DEEE), déchets toxiques et dangereux (par exemple radioactifs), raréfaction des ressources, etc. Des acteurs de secteurs variés développent des solutions innovantes pour répondre à ces enjeux. En marge des grands groupes de services environnementaux (traitement et distribution de l'eau, collecte et traitement des déchets), ces acteurs industriels spécialisés offrent des produits à fort impact environnemental.

En particulier, le traitement des déchets dangereux reste une activité nécessitant à la fois une expertise spécifique de la part des entreprises, ainsi que le développement de solutions innovantes. Certains secteurs en croissance génèrent des déchets dangereux dont l'augmentation des volumes devrait être importante dans les années à venir. Par exemple, les DEEE, générés par le recours croissant aux technologies de l'information et de la communication, contiennent différentes substances dangereuses et sont la source de déchets dont la croissance est la plus forte d'Europe. Ils atteindront 12 millions de tonnes par an d'ici à 2020.

Le secteur privé peut également être apporteur de solutions sur la thématique Eau. Par exemple, les technologies avancées de filtration par membrane, ou de « smart irrigation », peuvent drastiquement améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de son traitement. De même, les technologies permettant ou améliorant le captage et stockage des eaux de pluie, font partie des solutions vouées à se développer pour répondre à l'objectif de sécurité de la ressource.

L'eau et les déchets représentent des thématiques sur lesquelles des développements technologiques et des innovations sont nécessaires pour répondre aux défis actuels et futurs. Les acteurs innovants concevant des solutions performantes d'un point de vue technique, environnemental et économique seront donc favorisés dans le cadre d'une stratégie d'investissement responsable.

Indicateurs clés d'analyse

- ▶ Part du chiffre d'affaires lié aux technologies innovantes

Exposition aux opportunités

Indicateurs considérés		
Forte exposition	>50% de CA sur les activités eau et déchets Et >10% d'exposition à des pays en développement Ou > 50% du chiffre d'affaire sur des activités de recyclage, traitement ou décontamination de déchets dangereux Ou >50% du chiffre d'affaire sur des activités de gestion ou traitement innovantes	L'analyse des budgets consacrés à des actions d'accès à l'eau ou aux services sanitaires dans les pays en développement représentera un complément d'informations pouvant justifier de rehausser l'évaluation basée sur les chiffres d'affaires.
Exposition significative	>50% de CA sur les activités eau et déchets	
Faible ou pas d'exposition	<50% de CA sur les activités eau et déchets	
Exposition négative	Aucune activité du secteur Eau & Déchets n'est à ce jour évalué à ce niveau	

Risques environnementaux et sociaux

E

Gestion du stress hydrique

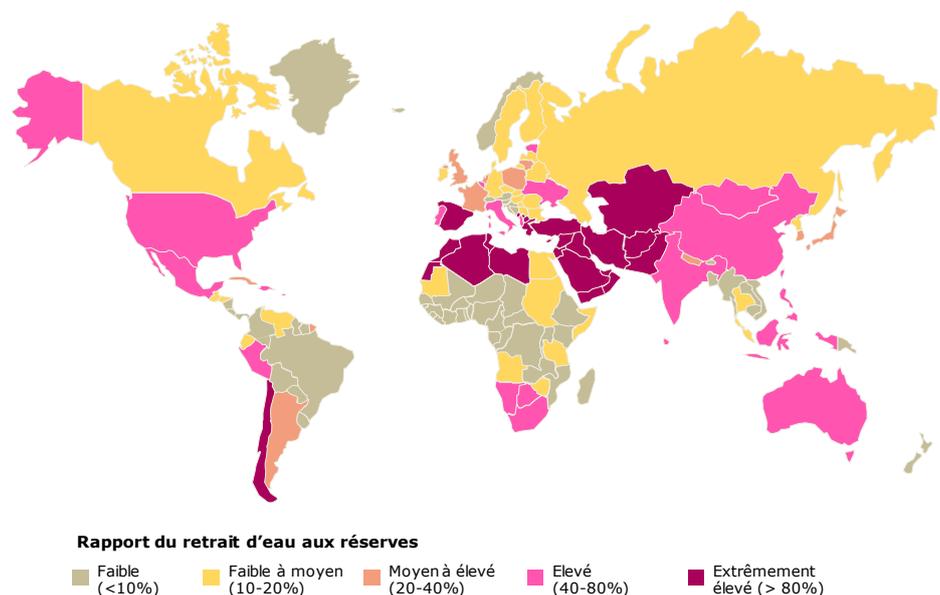
33 pays feront face à un stress hydrique extrêmement élevé d'ici à 2040.

(World Resources Institute, 2015)

Le stress hydrique est un ratio qui s'évalue en comparant les prélèvements d'eau (municipaux, industriels, agricoles) et les ressources totales en eau bleue (eaux douces de surface). A ce jour, près de 1,2 milliards de personnes sont déjà confrontées à la rareté de la ressource en eau (UNDP, 2006).

Selon le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), une augmentation du stress hydrique en Europe centrale et du Sud est hautement probable. Dans cette zone, le nombre de personnes affectées pourrait passer de 28 à 44 millions d'ici à 2070.

Figure 3 : Stress hydrique par pays en 2040

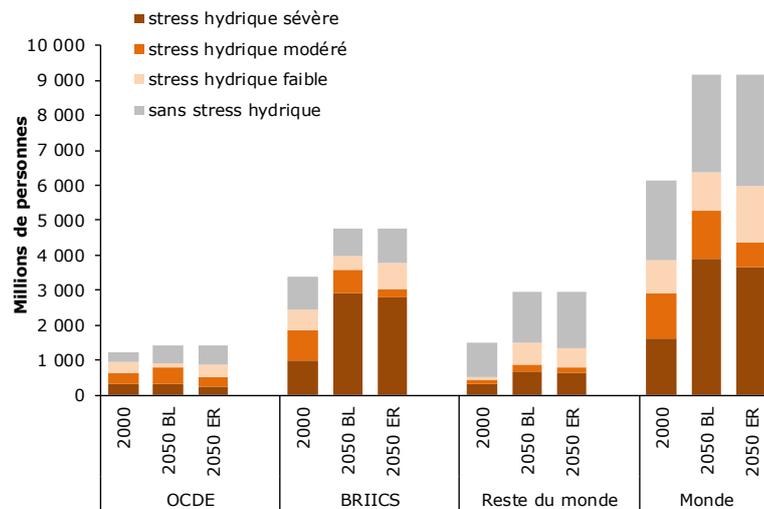


Source : Mirova / (World Resources Institute, 2015)

Dans le monde, le WRI (World Resources Institute) estime qu'une trentaine de pays (sur 167 évalués) devront faire face à un stress hydrique extrêmement élevé d'ici à 2040. Près de la moitié de ces pays sont au Moyen-Orient, une zone déjà sujette à des manques en eau douce. Les grandes puissances économiques sont également concernées, puisque les Etats-Unis, la Chine et l'Inde seront également exposés à un ratio de stress hydrique important, qui pourrait augmenter dans certaines de leurs régions de 40% à 70% d'ici à 2040.

L'OCDE confirme ces prévisions inquiétantes, projetant une augmentation mondiale de plus de 50 % du nombre de personnes vivant en zone de stress hydrique entre 2000 et 2050.

Figure 4 : Nombre de personnes vivant dans des bassins sujets à stress hydrique



Scenarios :
 BL : Baseline
 ER : Efficacité des Ressources

Source : OECD Environmental Outlook to 2050: The Consequences of Inaction

Dans ce contexte, les opérateurs du secteur Eau ont pour responsabilité de s’assurer que leur gestion des prélèvements en eau est durable. Le cadre légal de certains pays impose aux entreprises de réaliser une étude de risques, afin d’évaluer l’impact potentiel de leurs activités sur les bassins de prélèvements. Ce type d’action semble essentiel et fortement recommandé pour tous les acteurs présents dans des zones à risque de stress hydrique. En outre, les opérateurs ont des leviers d’action pour limiter les impacts du stress hydrique, en collaboration avec leurs parties prenantes. Parmi les initiatives qui permettront de lutter contre le stress hydrique, citons notamment une gestion intelligente des bassins de prélèvement, définie en concertation avec les autres acteurs locaux (ayant une utilisation saisonnière de l’eau par exemple), des actions de sensibilisation des particuliers aux économies d’eau, ou encore une réflexion sur les potentiels programmes de recyclage d’eau (pour des clients industriels en particulier).

Nous encourageons les entreprises à démontrer qu’elles ont cartographié leurs risques en matière de stress hydrique et qu’elles ont défini un plan de gestion des prélèvements pour réduire l’impact potentiel des risques identifiés. Si ces pratiques sont parfois imposées par la réglementation, ce n’est en effet pas le cas dans tous les pays. Pour compléter cette approche, nous soutenons également l’adoption de bonnes pratiques contribuant localement à la lutte contre le stress hydrique.

Indicateurs clés

- ▶ Conformité réglementaire
- ▶ Réalisation d’une cartographie des risques
- ▶ Mise en place de plan de gestion des risques pour réduire l’exposition
- ▶ Adoption de pratiques permettant de lutter contre le stress hydrique

E

Gestion des impacts environnementaux

En tant que secteur largement industriel, le secteur Eau & Déchets génère des impacts environnementaux importants. Emissions de gaz à effet de serre mais également d'autres pollutions atmosphériques, qualité des eaux, etc., sont des enjeux matériels pour le secteur. Parce que ces problématiques sont importantes, ils ont été intégrés à la gestion des opérations de longue date. Néanmoins des différences subsistent entre les acteurs avancés sur le sujet et d'autres qui peuvent présenter des failles dans leur système de gestion.

Un point d'attention particulier sera porté sur les activités de traitement de déchets. Les impacts d'un site de traitement des déchets dépendent largement du type d'opérations : un site de tri ne fait pas face aux mêmes enjeux qu'une usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM). Un site de traitement de déchets est susceptible d'avoir des impacts négatifs importants sur l'environnement, à l'instar d'une décharge à l'air libre : les pluies s'y chargent en résidus de déchets avant d'être entraînées dans le sol et de rejoindre les nappes phréatiques. Ces dernières se retrouvent ainsi polluées de métaux lourds ou de matières toxiques. Un autre exemple est le traitement des boues d'épuration : ces boues sont le produit des stations d'épuration des eaux usées (STEP), et sont chargées de contaminants chimiques, ainsi que d'agents pathogènes (bactéries, etc.) Leur traitement et élimination est donc également un enjeu important, bien qu'on note des fortes disparités dans les pratiques du secteur.

La performance environnementale de chaque entreprise sera évaluée en tenant compte de ses infrastructures et des critères suivants : formalisation d'un système de management environnemental (SME), incluant un suivi et des objectifs (de réduction des pollutions et des émissions de gaz à effet de serre, etc.) et performance environnementale feront l'objet d'une analyse au cas par cas. Les pratiques mises en place sur les sites de traitement de déchets feront l'objet d'une attention particulière.

Indicateurs clés

- ▶ Suivi d'indicateurs d'impacts environnementaux : émissions dans l'air, l'eau, et nature des pollutions
- ▶ Définition d'objectifs
- ▶ Niveau et évolution des performances

E

Performance des réseaux

En lien avec la criticité de la ressource en eau, un des enjeux clés du secteur de la distribution d'eau est d'optimiser sa performance, en particulier en réduisant les taux de fuite des réseaux. En effet, ces taux sont aujourd'hui très variables en fonction des régions et dépendent de l'âge des infrastructures locales et de leur maintenance : de nombreux pays industrialisés ont des réseaux de distribution relativement anciens, datant de la première moitié du vingtième siècle. Certains ont atteint leur durée de fonctionnement, mais n'ont pas toujours bénéficié des travaux de maintenance requis pour assurer une performance continue. En France et en Espagne, dans certaines régions, jusqu'à 30% de l'eau est perdue avant d'atteindre le consommateur. Aux Etats-Unis, l'USGS (United States Geological Survey) estime que près de 23 millions de mètres cubes d'eau

sont perdus chaque jour en raison de fuites, un volume équivalent à la consommation d'eau totale des dix plus grandes villes américaines.

Pour les entreprises, ce sujet est directement lié à leur performance opérationnelle. Les entreprises sont relativement tributaires de l'état local des infrastructures, qui varie énormément d'une zone géographique à une autre. Elles ont néanmoins un rôle à jouer pour optimiser la performance des réseaux, au travers d'investissement pertinents visant la réduction des fuites.

Les opérations de maintenance classiques (réparations, remplacement) sont donc valorisées, mais d'autres moyens existent désormais pour optimiser la performance opérationnelle des réseaux. Parmi ces solutions, on peut notamment mentionner le « smart-metering », qui permet une identification rapide de défaillances ou fuites, ou encore l'utilisation de drones pour contrôler l'état de certaines parties de réseaux est également parfois pertinente.

Pour les entreprises concernées, nous évaluons la performance des réseaux de distribution sur la base des critères suivants : suivi du taux de fuite, définition d'objectifs et de plans d'actions pour optimiser la performance.

Indicateurs clés

- ▶ Suivi des taux de fuites, définition d'objectifs de performance
- ▶ Evolution des taux de fuite
- ▶ Investissements dans des travaux ou des équipements permettant d'optimiser la performance des réseaux

S

Santé et sécurité des travailleurs et sous-traitants

Les activités de collecte et traitement des déchets sont particulièrement sujettes à des risques d'accident grave, et sont souvent pénibles pour les collaborateurs.

La collecte des déchets se caractérise ainsi par de nombreux accidents liés aux trajets des camions de ramassage (accidents de la route, poids des déchets, etc.). Le traitement des déchets, quant à lui, reste à ce jour très manuel malgré le développement de la robotisation. Ces activités manuelles sont souvent répétitives (risques musculosquelettiques), et exposent les collaborateurs à des déchets potentiellement dangereux (déchets contaminés, coupants, etc.). Certains métiers de la distribution d'eau présentent également une pénibilité et/ou une dangerosité importante.

D'autre part, le secteur a souvent recours à la sous-traitance d'opérations. Or, les sous-traitants ne bénéficient pas toujours des mêmes protections sur le sujet de la sécurité au travail, les entreprises concentrant souvent leurs efforts sur leurs effectifs propres (formations, suivi des accidents). Il est pourtant essentiel de s'assurer que l'ensemble des travailleurs, même sous-traitants, bénéficient des procédures les plus avancées de réduction des risques d'accidents.

Une gestion satisfaisante des enjeux de santé-sécurité implique la mise en place d'un suivi de la performance et de plans d'action adaptés aux principaux axes de progrès. Une bonne performance ou une amélioration nette de l'accidentologie (fréquence, gravité) représente aussi un indicateur positif de l'intégration de cet enjeu. Le recours à la sous-traitance étant une pratique répandue dans le secteur, nous analysons également la gestion des risques de sécurité pour les sous-traitants et externes. Nous attendons que le niveau de gestion et de suivi soit cohérent avec ce qui est conduit pour les salariés de la société.

Indicateurs clés

- ▶ Formalisation : existence d'une politique, d'indicateurs de suivis et d'objectifs quantifiés d'accidents du travail, concernant les salariés et les sous-traitants
- ▶ Performance : évolution de la performance sur les dernières années

S Ressources humaines

La pénibilité de nombreux postes peut rendre difficile l'attraction et la rétention de collaborateurs. Il semble donc important d'apporter une attention spécifique à ce sujet.

En outre, du fait des nombreux métiers techniques liés au secteur Eau et Déchets, le maintien des compétences est une problématique centrale. La gestion des talents et les plans de successions sont donc des éléments essentiels de la gestion des ressources humaines de l'industrie.

Enfin, le contexte économique actuel contraint de nombreux acteurs du secteur à initier des plans de réduction drastique des coûts, incluant parfois des restructurations significatives des effectifs.

Lors de l'analyse des pratiques de ressources humaines d'une entreprise du secteur, nous serons particulièrement vigilants concernant la gestion des compétences, les plans spécifiques pour les collaborateurs occupants des postes à forte pénibilité et, le cas échéant, la gestion responsable des restructurations.

Indicateurs clés

- ▶ Restructuration : Existence de plans, pourcentage de réduction de l'effectif, existence d'un processus de gestion responsable
- ▶ Niveau de formalisation des plans de gestions des compétences et de gestion des postes pénibles

G Ethique des affaires

Sur les marchés publics, les pratiques de corruption sont une problématique récurrente. Les entreprises du secteur Eau et Déchets sont donc confrontées à ce sujet, qui est plus ou moins sensible en fonction des zones géographiques et de leur niveau d'exposition aux marchés publics.

L'analyse des pratiques d'éthique des affaires tient également compte des controverses, notamment en matière de marketing responsable (en particulier politiques de prix de l'eau en faveur des populations à bas revenus), de respect des règles de concurrence, etc.

La revue des risques liés à l'éthique des affaires passe principalement par une analyse détaillée des controverses ayant touché l'entreprise, et des réactions de celle-ci.

Indicateurs clés

- ▶ Implantation dans des pays à fort risque de corruption
- ▶ Controverses éthiques significatives et réponses de l'entreprise
- ▶ Litiges en cours et amendes versées

G Gouvernance du développement durable

L'intégration de la stratégie de développement durable dans la structure de gouvernance apparaît essentielle pour l'industrie, qui est susceptible de soutenir la transition vers un modèle de développement durable de nos sociétés, mais est aussi concernée par des risques forts sur les aspects sociaux, sociétaux et de gouvernance.

Nous encourageons les sociétés à mettre en place des instances de gouvernance dédiées à la responsabilité de l'entreprise. Nous soutenons également la mise en place de mécanismes d'intégration des intérêts de l'ensemble des parties prenantes, ainsi que d'alignement des intérêts des exécutifs sur le développement long terme de l'entreprise.

Nous sommes par ailleurs attentifs à la démarche de l'entreprise en matière de distribution de la valeur, qui devrait se faire de manière équitable entre l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise.

Indicateurs clés

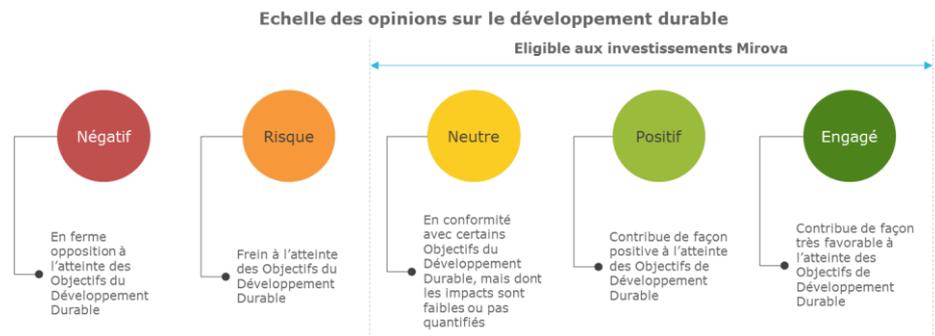
- ▶ Qualité de la démarche développement durable
- ▶ Présence d'un administrateur ou d'un comité du conseil spécifiquement en charge des sujets de RSE
- ▶ Intégration de critères extra-financiers dans la rémunération variable des exécutifs
- ▶ Équité dans la distribution de valeur et taux d'imposition

Evaluation des risques

	Critères
Positif	Ne pas remplir les critères permettant de basculer en « Risque » Et gestion environnementale avancée accompagnée de bonnes performances Et gestion satisfaisante des ressources humaines Et le cas échéant, gestion appropriée du risque de stress hydrique
Neutre	Tous les autres cas
Risque	Gestion insuffisante des enjeux environnementaux Ou existence de controverses éthiques importantes (corruption par exemple) sans plan d'action consécutif satisfaisant de réduction du risque Ou enjeux de ressources humaines importants insuffisamment gérés

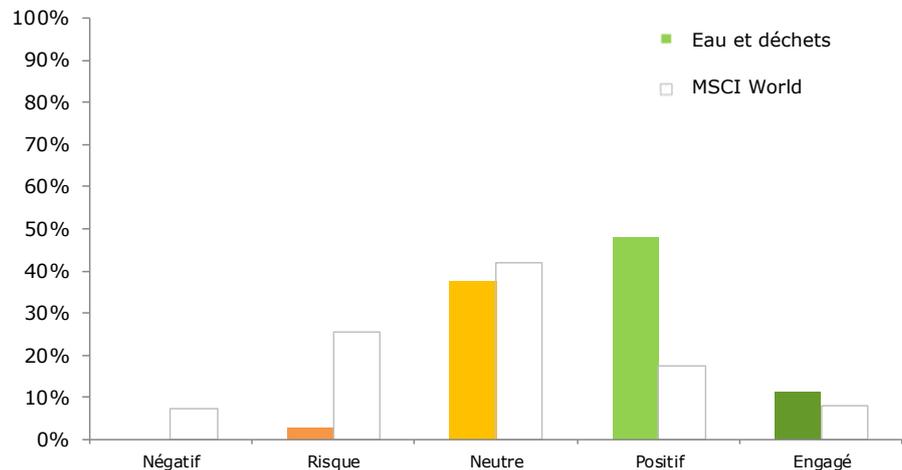
Distribution des opinions

Une opinion de développement durable est définie pour chaque entité sur une échelle à cinq niveaux.



Le graphique suivant illustre la distribution des opinions de développement durable pour les entreprises du secteur comprises dans l'indice MSCI World.

Figure 5 : Opinions Développement Durable du sous-secteur Eau et Déchets vs. MSCI World Index



Source : Mirova, 2017

La majorité des sociétés sur ce thème ressortent naturellement en « positif » ou « engagé », car la plupart ont un positionnement intéressant sur l'offre de solutions environnementales et sociales qui favorise, au global, une bonne évaluation.

Cependant, une part importante du secteur est actuellement évaluée en « neutre », qui regroupe deux cas de figures :

- Des acteurs indirectement exposés à la thématique eau et déchets, et dont l'exposition à des opportunités développement durable est considéré comme faible ou nul (portefeuille produit trop diversifié par exemple)
- Des entreprises dédiées à la distribution ou au traitement de l'eau ou des déchets, mais qui démontre pas une gestion appropriée des risques extra-financiers.

Ponctuellement, des acteurs qui ont un portefeuille produit trop diversifié pour être considéré comme étant exposés aux opportunités environnementales, et qui ne semblent pas avoir mis en place de gestion appropriée de certains risques environnementaux ou sociaux, ressortent à « Risque » au global, mais ces cas restent rares.

Conclusion

Les entreprises des secteurs Eau & Déchets sont favorablement positionnées pour répondre aux enjeux long-terme de gestion des ressources naturelles. Certaines sociétés sont particulièrement apporteurs de solutions : les entreprises actives dans les pays émergents où l'accès à l'eau et aux services sanitaires ne sont pas encore complètement développés, celles positionnées sur une gestion des déchets plus favorable à l'environnement (économie circulaire, recyclage, traitement de déchets dangereux), ou proposant des innovations technologiques répondant aux nouvelles problématiques environnementales que rencontre le secteur.

En termes de risques les plus matériels, de manière opérationnelle, le secteur de l'eau est directement exposé aux risques de stress hydrique, et certains aspects de performance économique sont totalement liés à la performance environnementale de l'entreprise, l'exemple le plus typique étant le sujet des fuites des réseaux de distribution d'eau. D'un point de vue social, les employés et les nombreux sous-traitants du secteur sont particulièrement exposés aux problématiques de sécurité au travail. Du fait de l'exposition aux marchés publics, les risques de corruption peuvent également être significatifs.

Une société présentant des défauts de gestion des risques peut voir son opinion fortement dégradée. Dans ce cas, nous engageons un dialogue avec elle, afin de lui faire part de nos attentes et d'encourager le développement de pratiques plus responsables.

Objectifs de développement durable

- | | |
|---|--|
|  | 1. Eliminer l'extrême pauvreté et la faim |
|  | 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable |
|  | 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge |
|  | 4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie |
|  | 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles |
|  | 6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau |
|  | 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable |
|  | 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous |
|  | 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation |
|  | 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre |
|  | 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables |
|  | 12. Établir des modes de consommation et de production durables |
|  | 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions |
|  | 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable |
|  | 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité |
|  | 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes |
|  | 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser |

<http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

Sources

Eurostat. (2015). *Waste Statistics*. Récupéré sur http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Waste_statistics

The World Bank. (2012). *What a Waste*.

UN Water. (2013). *Facts and Figures*. pp. <http://www.unwater.org/water-cooperation-2013/water-cooperation/facts-and-figures/en/>.

UNDP. (2006). *Human Development Report*. Récupéré sur <http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/267/hdr06-complete.pdf>

World Resources Institute. (2015). *Ranking the World's Most Water-Stressed Countries in 2040*. pp. <http://www.wri.org/blog/2015/08/ranking-world%E2%80%99s-most-water-stressed-countries-2040>.

Mentions légales

Ces informations sont destinées exclusivement à une clientèle de professionnels au sens de la directive MIF. Si tel n'est pas le cas et si vous recevez ce document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à Mirova.

Les produits ou services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique du destinataire en particulier. Mirova ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement.

Ce document est non contractuel et à caractère purement informatif. Il est strictement confidentiel et les informations qu'il contient sont la propriété de Mirova. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable et écrit de Mirova. De même, toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'accord préalable et écrit de Mirova. La distribution, possession ou la remise de ce document dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer.

L'information contenue dans ce document est fondée sur les circonstances, intentions et orientations actuelles et peuvent être amenées à être modifiées. Mirova ne porte aucune responsabilité concernant les descriptions et résumés figurant dans ce document. Mirova ne s'engage en aucune manière à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité de l'information mentionnée ou induite dans ce document. Aussi, Mirova n'assume aucune responsabilité pour toutes les informations, quelle qu'en soit la forme, contenues, mentionnées ou induites, dans ce document ou en cas d'éventuelles omissions. Toutes les informations financières notamment sur les prix, marges ou rentabilités sont indicatives et sont susceptibles d'évolution à tout moment, notamment en fonction des conditions de marché. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment sans préavis. Plus généralement, Mirova, ses sociétés mères, ses filiales, ses actionnaires de référence, les fonds qu'elle gère ainsi que leurs directeurs, administrateurs, associés, agents, représentants, salariés ou conseils respectifs rejettent toute responsabilité à l'égard des lecteurs de ce document ou de leurs conseils concernant les caractéristiques de ces informations. Par ailleurs, la remise de ce document n'entraîne en aucune manière une obligation implicite de quiconque de mise à jour des informations qui y figurent.

Notes additionnelles

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International - Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social : 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg et en Belgique : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Suisse : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sàrl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.



MIROVA

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris n°394 648 216 - Agrément AMF n° GP 02-014
59, Avenue Pierre Mendès France – 75013 - Paris
Mirova est une filiale de Natixis Investment Managers International.

Natixis Investment Managers International, S.A.

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris 329450738 Agrément AMF n° GP 90-009
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 - Paris